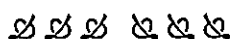


## CADRE DE COOPÉRATION

ENTRE LES CHEFS DES SERVICES VÉTÉRINAIRES DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE, DE LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ, DU ROYAUME D'ESPAGNE, DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, DE LA LIBYE, DU ROYAUME DU MAROC, DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE, DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ET DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE,

POUR LA CRÉATION ET LE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU MÉDITERRANÉEN DE SANTÉ ANIMALE (REMESA)

AVEC LE SOUTIEN TECHNIQUE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE ET DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE



Les Chefs des services vétérinaires de la République algérienne démocratique et populaire, de la République arabe d'Égypte, du Royaume d'Espagne, de la République française, de la République italienne, de la Libye, du Royaume du Maroc, de la République islamique de Mauritanie, de la République portugaise et de la République tunisienne,

Ci-après dénommés « les Signataires »,

Avec le soutien technique de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),

Rappelant les initiatives du processus de Barcelone pour un partenariat méditerranéen, projet au sein duquel l'Union pour la Méditerranée a été lancée à Paris le 13 Juillet 2008,

Rappelant en outre que la République algérienne démocratique et populaire, la République arabe d'Égypte, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la Libye, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, la République portugaise et la République tunisienne collaborent pour la prévention, la lutte et l'éradication (le cas échéant) des menaces communes pour la santé animale, en particulier la fièvre aphteuse, la fièvre de la vallée du Rift, la peste des petits ruminants, la grippe aviaire, la rage, la fièvre catarrhale ovine et la fièvre du Nil occidental,

Considérant que les Signataires ont souligné la pertinence d'un réseau régional de santé animale dans la région méditerranéenne et ont décidé de travailler ensemble pour créer le Réseau Méditerranéen de Santé Animale, REMESA,

Conscients que le REMESA repose sur les services vétérinaires de chaque pays qui ont adhéré à ses objectifs et est considéré comme une structure dans laquelle les programmes et projets régionaux peuvent trouver leur ancrage et qu'il complète le travail des services vétérinaires nationaux, qui demeureront toujours souverains dans leurs décisions,

Désireux de donner un cadre, une continuité et une visibilité au REMESA en coopérant, pour prévenir et lutter contre les maladies animales transfrontalières dans la région méditerranéenne et de renforcer l'initiative déjà conduite,

Désireux de faire fonctionner le REMESA avec le soutien technique et les orientations fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE),

**Sont convenus de ce qui suit.**

### **Objet**

L'objet de ce cadre de coopération (ci-après dénommé « Cadre ») est de définir le fonctionnement du REMESA dont l'objectif est l'amélioration de la santé animale en particulier la prévention et le contrôle des maladies animales transfrontalières, y compris les zoonoses, dans la région méditerranéenne, à travers une coopération mutuelle et des stratégies régionales.

### **Domaines de coopération**

Pour la réalisation de l'objet mentionné ci-dessus, les Signataires du présent Cadre conviennent d'établir des méthodes de travail en commun dans les domaines de coopération suivants.

- b. Collaboration dans l'échange d'informations sur la santé animale et, en particulier, les maladies animales transfrontalières et les zoonoses, et la diffusion à tous les Signataires, en temps réel, d'informations sur tout événement, foyer ou propagation de maladies sur le territoire qui peut être un danger immédiat ou potentiel, en conformité avec les obligations des pays concernant la notification des informations sur les maladies animales à l'OIE, établies à ce sujet.
- c. Développement et renforcement de la mise en réseau des Services vétérinaires et des structures pertinentes dans différents domaines d'expertise sur les maladies animales, en créant, le cas échéant, des liens professionnels entre les vétérinaires, le personnel de santé publique, les professionnels de la production animale et du secteur du commerce, les équipes de communications, la société civile et d'autres intervenants.
- d. Assistance technique à travers un appui technique, des installations de recherche, le renforcement des capacités, des réunions de coordination et des activités conjointes qui favorisent l'établissement de consensus et la constitution de réseaux.
- e. Mise en place et développement des sous-réseaux créés dans le cadre du REMESA, pour coordonner, harmoniser, dynamiser et faciliter son fonctionnement et ses activités.

## **Principales initiatives**

Sans préjudice des activités existantes, les Signataires mèneront des initiatives régionales en vue de :

- a. Faciliter l'accès, l'échange et le partage d'information sur une base régulière,
- b. Améliorer l'épidémiologie et rechercher son harmonisation,
- c. Intensifier les efforts pour la préparation de plans d'intervention d'urgence, synchronisés / coordonnés,
- d. Faciliter la coopération entre centres de recherche, laboratoires et universités,
- e. Faciliter l'organisation des ressources humaines, matérielles et financières, et les relations avec les institutions,
- f. Contribuer au renforcement des services de santé animale,
- g. Renforcer et coordonner les programmes et mesures pour la prévention et la lutte efficaces contre les maladies animales transfrontalières prioritaires (TAD) et les zoonoses par l'échange et le transfert d'informations et de capacités,
- h. Développer d'autres domaines de collaboration et d'échange,
- i. Harmoniser et faciliter la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce.

## **Comité permanent conjoint**

Les Signataires conviennent de créer un comité permanent conjoint (ci-après dénommé « CPC ») qui agit en tant qu'organe de direction et de décision.

Le CPC doit définir les objectifs généraux du REMESA, déterminer les priorités thématiques, approuver les plans d'action, valider les initiatives régionales et servir de médiateur lors de désaccords possibles sur les activités à mettre en œuvre. Le CPC mettra en place ses propres règles de procédure et assumera toutes autres tâches, tel qu'établi par les règlements internes approuvés par consensus des Signataires.

## **Composition du CPC**

Le CPC est composé des membres suivants :

- des Signataires ou de leurs représentants dûment désignés,
- de représentants de l'OIE et de la FAO,
- d'observateurs permanents (représentants de l'Union du Maghreb arabe et de la Commission européenne) qui sont consultés au cours du processus décisionnel,
- d'autres membres qui peuvent obtenir, à la suite d'une demande au CPC, un « statut d'observateur ».

Les Signataires ou leurs représentants dûment désignés et les représentants de l'OIE et de la FAO participent pleinement au processus décisionnel.

Les représentants de la FAO et de l'OIE et les observateurs permanents sont invités à participer aux réunions sur une base permanente. Ils peuvent, sous réserve de l'approbation des co-présidents, participer aux discussions sans droit de vote. Ils peuvent fournir des conseils, proposer l'inscription de points à l'ordre du jour et recevoir des documents, autres que ceux à diffusion restreinte, et soumettre des déclarations écrites sur des points particuliers de l'ordre du jour.

Les membres du CPC peuvent proposer aux co-présidents d'inviter des observateurs *ad hoc* à la réunion. Les observateurs *ad hoc* ont un droit de parole limité tel que défini par les règles de procédure du CPC.

Le CPC est dirigé par deux présidents. Il est institué une « unité régionale de coordination » (URC), qui a un rôle technique et de secrétariat.

Le secrétariat est assuré pour une période de deux ans par la FAO ou l'OIE sur une base rotative.

### **Co-présidents**

Le CPC désigne, par consensus, deux présidents sur une base rotative, à condition que les deux rives de la Méditerranée soient représentées.

La durée du mandat des deux présidents est d'un an.

Les deux présidents agissent comme point central de développement du réseau et de liaison entre les membres, en reliant les activités développées dans le cadre du REMESA afin de garantir une participation, une cohérence et un impact accrus.

### **Unité Régionale de Coordination**

Les Signataires conviennent de créer une Unité régionale de coordination (URC) qui a un rôle technique et de secrétariat.

La composition et les termes de référence de l'URC sont établis par le règlement intérieur approuvé par les Signataires, par consensus, en tenant compte des aspects suivants.

L'URC intervient sur les questions techniques concernant le statut des maladies prioritaires dans la région, le suivi du développement et de la mise en œuvre des stratégies afin de parvenir à un progrès homogène dans la prévention, la lutte et l'éradication des maladies et à une amélioration de la situation sanitaire existante, des plans régionaux de prévention et de lutte contre les maladies animales transfrontalières et les zoonoses.

L'URC a un rôle de secrétariat, spécialement orienté vers la planification et le suivi de la mise en œuvre des activités régionales.

### **Sous-réseaux**

En application du point 2.d, les Signataires coopèrent dans le cadre de sous-réseaux thématiques du REMESA, à savoir le réseau des laboratoires de santé animale (RELABSA), le réseau d'épidémiosurveillance vétérinaire (REPIVET), le réseau de communication en santé animale (RECOMSA) et le réseau de socio-économie et des systèmes de production (RESEPSA).

Dans le cadre du REMESA, les Signataires peuvent décider de supprimer ou de créer de nouveaux sous-réseaux thématiques. Les Signataires peuvent décider de participer à tous ou seulement certains des sous-réseaux thématiques.

Chaque Signataire doit désigner un point focal par sous-réseau pour le représenter. Les Signataires peuvent inviter des observateurs et des experts à rejoindre le sous-réseau.

## **Financement**

Les activités et les initiatives conduites dans ce cadre dépendent de la disponibilité des ressources financières et humaines allouées par les Signataires, conformément à leur réglementation et procédures en vigueur, ou des bailleurs de fonds.

## **Elargissement**

L'intégration de nouveaux membres ou observateurs permanents à ce cadre devra être approuvée par consensus des Signataires.

## **Utilisation du logo, du nom, des emblèmes et des informations confidentielles**

L'utilisation du logo, du nom et des emblèmes des institutions dont relèvent les Signataires et de tout support institutionnel ou de promotion dans lequel ceux-ci sont présents doit être soumise au droit national du pays de chacun des Signataires.

L'utilisation par un Signataires du logo, du nom et des emblèmes de l'institution d'un autre Signataires conformément au présent cadre ne doit et ne peut en aucune manière signifier, lors de l'annulation et / ou de l'expiration de ce cadre, l'acquisition par l'utilisateur de tout droit aux dits logo, nom ou emblèmes.

L'utilisation par un Signataire, ou par son personnel, des informations confidentielles portées à la connaissance par un autre Signataire au cours de la mise en œuvre de ce cadre, doit être soumise au droit national du pays de chacun des Signataires. Cette disposition demeure applicable jusqu'à l'expiration ou à la résiliation de ce cadre.

## **Droit applicable et règlement des différends**

Ce cadre ne génère pas l'acquisition d'obligations de droit international.

Tout différend entre les Signataires concernant l'interprétation et l'exécution de ce cadre ou tout autre document ou arrangement y afférent sera réglé par voie de négociation entre les Signataires.

## **Amendements**

Ce cadre peut être modifié par consentement mutuel écrit entre les Signataires et, le cas échéant, avec la FAO et l'OIE. Ces amendements s'appliquent trois mois après la notification de consentement par tous les Signataires ou leurs représentants dûment désignés.

## **Application et durée de validité**

Ce cadre s'appliquera à la date de sa signature par les Signataires ou leurs représentants dûment désignés pour une période de 3 (trois) ans et sera renouvelé par tacite reconduction pour la même période. Ce cadre peut être résilié par les Signataires moyennant un préavis écrit donné aux autres Signataires six mois auparavant. Dans ce cas, les Signataires s'accorderont sur les mesures requises pour la l'achèvement des activités en cours. Chaque Signataire peut se retirer de ce cadre moyennant un préavis écrit donné aux autres Signataires six mois auparavant.

La FAO et l'OIE doivent contresigner le présent Cadre.

## **COOPERATION FRAMEWORK**

**BETWEEN THE CHIEF VETERINARY OFFICERS OF THE PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA, THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT, THE FRENCH REPUBLIC, THE ITALIAN REPUBLIC, LIBYA, THE ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA, THE KINGDOM OF MOROCCO, THE PORTUGUESE REPUBLIC, THE KINGDOM OF SPAIN, THE TUNISIAN REPUBLIC,**

**FOR THE CREATION AND THE DEVELOPMENT OF THE MEDITERRANEAN ANIMAL HEALTH NETWORK – RÉSEAU MÉDITERRANÉEN DE SANTÉ ANIMALE (REMESA)**

**WITH THE TECHNICAL SUPPORT OF THE WORLD ORGANISATION FOR ANIMAL HEALTH AND THE FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS**



The Chief Veterinary Officers of the People's Democratic Republic of Algeria, the Arab Republic of Egypt, the French Republic, the Italian Republic, Libya, the Islamic Republic of Mauritania, the Kingdom of Morocco, the Portuguese Republic, the Kingdom of Spain and the Tunisian Republic,

Hereinafter referred to as "the Signatories",

With the technical support of the World Organisation for Animal Health (OIE) and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO),

Recalling the Barcelona Process initiatives for a Mediterranean Partnership, project whereby the Union for the Mediterranean was launched in Paris on 13 July 2008;

Further recalling that the People's Democratic Republic of Algeria, the Arab Republic of Egypt, the French Republic, the Italian Republic, Libya, the Islamic Republic of Mauritania, the Kingdom of Morocco, the Portuguese Republic, the Kingdom of Spain and the Tunisian Republic are collaborating in the prevention, control and eradication (when appropriate) of common animal health threats, in particular foot and mouth disease, Rift valley fever, peste des petits ruminants, avian influenza, rabies, bluetongue and West Nile fever;

Whereas the Signatories have expressed the relevance of a regional animal health network into the Mediterranean region and have decided to work together to create the Mediterranean Animal Health Network – Réseau Méditerranéen de Santé Animale, REMESA;

Bearing in mind that REMESA is based on the veterinary services of each country that adhered to its objectives and is considered as a structure in which regional programs and projects may find their anchorage and that it complements the work of

the national veterinary services which will be always sovereign on its decisions in regards to epidemiological surveillance, diseases control or animal health information exchanges outside its borders;

Desiring to give a framework, continuity and visibility to REMESA in cooperating, to prevent and control Transboundary Animal Diseases in the Mediterranean Region and strengthen the initiative already lead;

Desiring to operate the REMESA with the technical support and the guidance of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the World Organisation for Animal Health (OIE);

**Have agreed as follows.**

### **Purpose**

The purpose of this Cooperation Framework (hereinafter "Framework") is to define the functioning of the REMESA which objective is the improvement of animal health with a particular focus on prevention and control of transboundary animal diseases, including zoonoses in the Mediterranean region through mutual cooperation and regional strategies.

### **Areas of cooperation**

For the achievement of the aforementioned purpose, the Signatories to this Framework agree to establish methods of joint work within the following areas of cooperation:

- a. Collaboration in the exchange of information on animal health and particularly transboundary animal diseases and zoonoses, and dissemination to all the Signatories, in real time, of information on any occurrence, outbreak or spread of diseases in the territory that may be of immediate or potential danger, in accordance with the obligations of the countries for reporting information on animal diseases to the OIE established on this regard.
- b. Development and reinforcement of the networking of Veterinary Services and relevant structures in different fields of expertise on animal diseases, creating, when appropriate, professional links between veterinarians, public health staff, professionals of the animal production and trade sector, communications teams civil society and other stakeholders.
- c. Technical assistance through technical support, research facilities, capacity building, coordination meetings and joint activities that serve for consensus-building and networking.
- d. Establishment and expansion of sub-networks created in the framework of REMESA, to coordinate, harmonize, energize and facilitate its operation and activities.

### **Leading Initiatives**

Without prejudice to existing activities, the Signatories will lead regional initiatives in order to:

- a. Facilitate access, exchange and sharing of information on a regular basis,

- b. Improve epidemio-surveillance and seek harmonization,
- c. Enhance efforts for preparation of synchronized / coordinated emergency response plans,
- d. Facilitate cooperation between research centers, laboratories and universities,
- e. Facilitate the organization of human, material and financial resources, and relationships with institutions,
- f. Contribute to the strengthening of animal health services,
- g. Strengthen and coordinate programs and measures for effective prevention and control of priority transboundary animal diseases (TADs) and zoonoses through exchange and transfer of information and capacities,
- h. Develop other areas of collaboration and exchange,
- i. Facilitate the organization of human, material and financial resources, and relationships with institutions.

### **Joint Permanent Committee**

The Signatories agree to establish a Joint Permanent Committee (hereinafter referred to as JPC) that shall function as the steering and decision making body.

The JPC shall define the general objectives of REMESA, determine the thematic priorities, approve action plans, validate regional initiatives and mediate between possible disagreements on activities to be implemented. The JPC will set up its own rules of procedure and assume other tasks as established by internal regulations approved by consensus of the Signatories.

### **Composition of the JPC**

The JPC is composed of the following members:

- the Signatories or their duly designated representatives,
- representatives of the OIE and the FAO,
- permanent observers (representatives of the Arab Maghreb Union and the European Commission),
- other bodies that may obtain, following a request to the JPC, an "observer status".

The Signatories or their duly designated representatives and the representatives of the OIE and FAO participate fully in the decision making process.

Representatives of the FAO and the OIE and permanent observers shall be invited to participate in the meetings on a permanent basis. They may, subject to the approval of the co-chairpersons, participate in discussions without the right to vote. They may provide advice and propose items to the agenda as well as receive documents, other than those of a restricted nature, and submit written statements on particular items of the agenda.

The JPC members may propose to the co-chairpersons to invite ad hoc observers to the meeting. Ad hoc observers will have limited voice rights as defined by the JPC rules of procedure. The JPC shall be led by two chairpersons. There shall be established a 'Regional Coordination Unit' (RCU) which will have technical and secretarial role. The Secretariat is provided for a two-year period by the FAO or the OIE on a rotating basis.

### **Co-chairpersons**

The JPC shall designate, by consensus, two chairpersons on a rotational basis, provided that both sides of the Mediterranean Sea are represented.



The term of the mandate of the two chairpersons will be of one year.

The two chairpersons will act as a networking and liaison point for members, connecting activities developed in the framework of the REMESA to guarantee greater participation, coherence and impact.

### **Regional Coordination Unit**

The Signatories agree to establish a Regional Coordination Unit (RCU) which role has a technical and secretariat role.

The composition and Terms of Reference of the RCU shall be established by internal regulation approved by the Signatories, by consensus, considering the following aspects.

The RCU shall operate in technical issues concerning the status of priority diseases in the region, monitoring the development and implementation of strategies in order to achieve a homogeneous progress in the prevention, control and eradication of the diseases and improve the current disease status, regional prevention and control plans for priority TADs and zoonoses.

The RCU shall have a secretariat role, specially focused on the planning and the follow up of the implementation of the regional activities.

### **Sub-networks**

According to the Article 2.d, the Signatories shall cooperate in the framework of thematic sub-networks to REMESA, namely the Animal Health Laboratories Network (RELABSA), the Veterinary Epidemiology and Surveillance Network (REPIVET), the Animal Health Communication Network (RECOMSA) and the Animal Health Socio-Economics and Production Systems Network (RESEPSA).

In the framework of REMESA, the Signatories may decide to remove or to establish new thematic sub-networks. The Signatories may decide to participate in all or only in a number of thematic sub-networks.

Every Signatory shall designate a focal point for each sub-network to represent him. The Signatories may invite observers and experts to join the sub-network.

### **Funding**

Activities and initiatives under this Framework shall be subject to the availability of financial and human resources allocated by the Signatories, in accordance with existing regulations and procedures, or donors.

### **Enlargement**

The inclusion of new members or permanent observers to this Framework should be agreed by consensus of the Signatories.

### **Use of logo, name, emblems and confidential information**

The use of the logo, name and emblems of the institutions whose Signatories belong and any institutional or promotion materials in which these are present shall be subject to the national law of the country of each Signatory.

The use by one Signatory of the logo, name and emblems of the institution of another Signatory in accordance with this Framework shall not and cannot in any way signify, on annulment and/or expiry of this Framework, the acquisition by the user of any right to said logo, name or emblems.

The use by one Signatory or by its personnel of any confidential information made known to it by another Signatory in the course of the implementation of this Framework, shall be subject to the national law of the country of each of the Signatories. This provision shall survive the expiration or termination of this Framework.

#### **Applicable law and settlement of disputes**

This framework does not generate acquisition of obligations in international law.

Any dispute between the Signatories concerning the interpretation and the execution of this Framework or any other document or arrangement relating thereto shall be settled by negotiation between the Signatories.

#### **Amendments**

This Framework may be modified by written mutual consent of the Signatories, and, if appropriate, of the FAO and the OIE. Such amendments shall be effective three months following notifications of consent by all the Signatories or their duly designated representatives.

#### **Implementation, duration and termination**

This Framework shall be effective on the date of its signature by the Signatories or their duly designated representatives for a period of 3 (three) years and be renewed by tacit agreement for the same period. This Framework may be terminated by the Signatories upon six months written notice given to the other Signatories. In that event, the Signatories will agree on measures required for the orderly conclusion of ongoing activities. Each Signatory could withdraw from its participation to this Framework upon six months written notice given to the other Signatories.

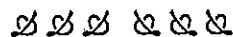
The FAO and the OIE shall countersign this cooperation framework.

## MARCO DE COOPERACIÓN

ENTRE LOS JEFES DE SERVICIO VETERINARIOS DE LA REPÚBLICA ARGELINA DEMOCRÁTICA Y POPULAR, LA REPÚBLICA ÁRABE DE EGIPTO, EL REINO DE ESPAÑA, LA REPÚBLICA FRANCESA, LA REPÚBLICA ITALIANA, LIBIA, EL REINO DE MARRUECOS, LA REPÚBLICA ISLÁMICA DE MAURITANIA, LA REPÚBLICA PORTUGUESA Y LA REPÚBLICA TUNECINA,

PARA LA CREACIÓN Y DESARROLLO DE LA RED MEDITERRÁNEA DE SANIDAD ANIMAL (REMESA)

CON EL APOYO TÉCNICO DE LA ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE SANIDAD ANIMAL, Y LA ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA ALIMENTACIÓN Y LA AGRICULTURA



Los Jefes de Servicio Veterinarios de la República Argelina Democrática y Popular, la República Árabe de Egipto, el Reino de España, la República Francesa, la República Italiana, Libia, el Reino de Marruecos, la República Islámica de Mauritania, la República Portuguesa y la República Tunecina,

De aquí en adelante “Los Firmantes”,

Con el apoyo técnico de la Organización Mundial de Sanidad Animal (OIE), y la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO),

Recordando las iniciativas del Proceso de Barcelona para una cooperación en el Mediterráneo, a partir de las que surgió la Unión para el Mediterráneo, lanzada en París, el 13 de Julio de 2008,

Recordando asimismo que la República Argelina Democrática y Popular, la República Árabe de Egipto, el Reino de España, la República Francesa, la República Italiana, Libia, el Reino de Marruecos, la República Islámica de Mauritania, la República Portuguesa y la República Tunecina están colaborando en la prevención, control y erradicación (cuando corresponda) de amenazas comunes para la sanidad animal, en particular, la fiebre aftosa, la fiebre del valle del Rift, la peste de los pequeños rumiantes, la influenza aviar, la rabia, la lengua azul y la fiebre del Nilo Occidental,

Considerando que estos países han expresado la importancia de la creación de una red de sanidad animal en la región Mediterránea, por lo que han decidido trabajar en conjunto para la creación de la Red Mediterránea de Sanidad Animal, REMESA,

Teniendo en cuenta que REMESA está basada en los servicios veterinarios de cada país que se haya adherido a sus objetivos y es

considerada una estructura en la que pueden encuadrarse los programas y proyectos de la región y que complementa el trabajo de los servicios veterinarios nacionales que conservarán siempre su soberanía en la toma de decisiones,

Deseando encuadrar a REMESA en un contexto que garantice su continuidad y visibilidad en el ámbito de la cooperación para la prevención de enfermedades animales altamente transmisibles en la región mediterránea, reforzando, incluso, esta iniciativa,

Deseando la obtención del apoyo técnico y el consejo de la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO) y la Organización Mundial de Sanidad Animal (OIE), en la realización de sus actividades,

**Han acordado lo siguiente.**

### **Objetivo**

El objetivo de este Marco de Cooperación (de aquí en adelante, "Marco") es definir el funcionamiento de REMESA, con el propósito de mejorar la sanidad animal, y en especial, conseguir el control de enfermedades animales transfronterizas, incluidas las zoonosis, en la región Mediterránea a través de la cooperación mutua y de estrategias regionales.

### **Áreas de Cooperación**

Para alcanzar los objetivos anteriormente expuestos, los Firmantes de este Marco deciden establecer los siguientes métodos de trabajo en común:

- a. Colaboración en el intercambio de información de sanidad animal y particularmente de enfermedades animales transfronterizas y zoonosis, y divulgación a todos los Firmantes, a tiempo real, de información sobre cualquier acontecimiento, brote o expansión de estas enfermedades en el territorio, que pueda ser una amenaza potencial, de acuerdo con los obligaciones de los países para la notificación de información de enfermedades animales a la OIE establecido en este ámbito.
- b. Desarrollo y refuerzo de las redes de los servicios veterinarios y estructuras relevantes en los diferentes campos de especialidad de sanidad animal, creando, cuando proceda, vínculos profesionales entre veterinarios, personal de salud pública los sectores ganaderos y comercial, equipos de comunicación, sociedad civil y otras partes interesadas.
- c. Otorgamiento de asistencia mediante el apoyo técnico, investigación, fortalecimiento de capacidades, reuniones de coordinación y realización de actividades conjuntas que sirvan para construir consenso y redes profesionales.
- d. Establecimiento y expansión de redes menores, creadas en el marco de REMESA, para coordinar, armonizar, reforzar y facilitar su funcionamiento y actividades.

### **Actividades principales**

Sin perjuicio de las actividades que estén en marcha, los Firmantes liderarán iniciativas regionales con el objetivo de:

- a. Facilitar el acceso, intercambio y distribución de información, de forma regular.
- b. Mejorar la vigilancia epidemiológica, y buscar su armonización regional.
- c. Mejorar los esfuerzos para la preparación de planes de emergencia, coordinados y sincronizados.
- d. Facilitar la cooperación entre centros de investigación, laboratorios y universidades.
- e. Facilitar la organización de los recursos humanos, materiales y financieros y las relaciones institucionales
- f. Contribuir al refuerzo de los servicios veterinarios.
- g. Reforzar y coordinar los programas y medidas para la prevención y el control eficaz de enfermedades animales transfronterizas y zoonosis, a través del intercambio y transferencia de información y capacidades.
- h. Desarrollar cualquier otras áreas de colaboración e intercambio
- i. Armonizar y facilitar la aplicación de un sistema de alerta rápida

### **Comité Permanente Conjunto**

Los Firmantes acuerdan establecer un Comité Permanente Conjunto (a partir de ahora referido como CPC) que funcionará como órgano de dirección y de toma de decisiones.

El CPC definirá los objetivos generales de REMESA, determinará las prioridades temáticas, aprobará planes de acción, validará iniciativas regionales y mediará en posibles desacuerdos en las actividades a desarrollar. El CPC establecerá sus propias normas de funcionamiento y asumirá otras tareas, de acuerdo con las normas internas aprobadas por consenso de los Firmantes.

### **Composición des CPC**

El CPC está compuesto de los siguientes miembros:

- los Firmantes o sus Representantes debidamente designados de los Firmantes,
- representante de la FAO y la OIE,
- observadores permanentes (representantes de la Unión del Maghreb Árabe y la Comisión Europea) que serán consultados en la toma de decisiones.
- otras miembros que puedan obtener, una vez solicitado al JPC, un estatus de observador.

Los Firmantes o sus representantes debidamente designados y los representantes de la OIE y la FAO, participarán totalmente en el proceso de toma de decisiones.

Los representantes de la FAO y la OIE y los observadores permanentes serán invitados a participar en las reuniones de una forma permanente. Podrán, siempre que lo apoyen los copresidentes de la reunión, participar en las discusiones pero sin derecho a voto. Podrán prestar asesoramiento y proponer puntos de la agenda así como recibir documentos, que no sean de circulación restringida, y enviar declaraciones escritas sobre elementos concretos de la agenda.

Los miembros de CPC podrán proponer a los copresidentes invitar observadores ad-hoc para la reunión. Estos observadores podrán tener intervenciones limitadas tal y como se establezca en las normas de procedimiento del CPC.

El CPC estará dirigido por dos copresidentes. Se establecerá una Unidad Regional de Coordinación (RCU) que ejercerá de secretaría y tendrá un papel técnico

El secretariado será proporcionado por la OIE y la FAO de manera rotatoria cada dos años.

### **Copresidentes**

El CPC podrá designar por consenso dos presidentes de manera rotatoria siempre que las dos riberas del mediterráneo estén representadas.

El mandato de los dos copresidentes será de un año.

Los dos copresidentes actuarán como punto de contacto para los miembros, conectando actividades desarrolladas en el marco de REMESA, para garantizar mayor coherencia, participación e impacto.

### **Unidad de Coordinación Regional**

Los Firmantes acuerdan establecer una Unidad Regional de Coordinación (UCR) que ejercerá un papel técnico y de secretariado.

La composición y los términos de referencia de la UCR se establecerán por reglamentación interna aprobada por consenso de Los Firmantes, teniendo en cuenta los siguientes aspectos:

La UCR operará en asuntos técnicos acerca de las enfermedades prioritarias en la región, realizando un seguimiento del desarrollo y aplicación de estrategias para alcanzar un progreso homogéneo en la prevención, control y erradicación de enfermedades y mejorar el estatus sanitario, la prevención en la región y los planes de control para las enfermedades animales transfronterizas prioritarias y zoonosis.

La UCR deberá tener un papel de secretaría, enfocado especialmente a la planificación y seguimiento de las actividades regionales.

### **Subredes**

De acuerdo con el artículo 2.d, los Firmantes deberán cooperar en el encuadre en REMESA de las siguientes subredes: Red de Laboratorios de Sanidad Animal (RELABSA), Red de vigilancia epidemiológica (REPIVET), Red de Comunicación de Sanidad Animal (RECOMSA) y Red Socioeconómica y de Sistemas de Producción (RESEPSA).

En el marco de REMESA, los Firmantes decidirán eliminar o establecer otras nuevas. Igualmente, podrán decidir si desean participar en todas o solo en algunas de ellas.

Cada miembro de las subredes deberá designar un Punto Focal para representar a su respectivo país. Los Firmantes podrán invitar a observadores y expertos para formar parte de éstas.

### **Financiación**

La realización de actividades e iniciativas de este Marco dependerá de la disponibilidad de recursos humanos y financieros, por parte de los Firmantes, conforme a su legislación y procedimientos en vigor, o de otros socios que aporten fondos.

## **Ampliación**

La admisión de nuevos miembros y de observadores permanentes deberá ser acordada por consenso de los Firmantes.

## **Utilización del logo, nombre e información confidencial**

La utilización del logo y nombre de las instituciones a las que representan los Firmantes o de otros miembros del JPC, así como de cualquier material institucional o de promoción en los que aparezcan, estará sujeto al se someterá a las legislaciones vigentes de cada país de los firmantes.

El uso por uno de los Firmantes del logo o del nombre de la institución a la que represente otro de los Firmantes no puede y no significará, en ningún caso, la anulación o expiración de este acuerdo, ni la adquisición por parte del usuario de ningún derecho sobre mencionado logo o nombre.

La utilización de información confidencial por parte de los Firmantes o del personal a su cargo comunicada por otros firmantes en el curso de la puesta en marcha de este Marco se someterá a las legislaciones vigentes de cada país de los Firmantes. Esta disposición continuará siendo aplicable en caso de expiración o finalización de este Marco.

## **Obligaciones de derecho internacional y resolución de disputas**

El presente marco no genera obligaciones de derecho internacional público.

Cualquier desacuerdo entre los Firmantes, relacionado con la interpretación o ejecución de este Acuerdo o de cualquier otro documento relacionado con él, deberá de ser resuelto mediante negociación entre los Firmantes.

## **Modificaciones**

Este Marco podrá ser modificado a través de un acuerdo por escrito entre los Firmantes y, si procede, de la FAO y la OIE. Dichas modificaciones deberán aplicarse tres meses después de la notificación del consentimiento de cada uno de los Firmantes o de sus representantes debidamente designados.

## **Aplicación y duración de la validez**

Este Marco comenzará a aplicarse el día de su firma por los Firmantes o sus representantes debidamente autorizados, por un periodo de tres años, y será renovado por acuerdo tácito por el mismo periodo. Este Marco puede ser dado por finalizado por los Firmantes, en el plazo de seis meses, una vez se haya notificado la intención a los otros Firmantes. En ese caso, éstos acordarán las medidas necesarias para la conclusión ordenada de las actividades que estén teniendo lugar. Cada Firmante podrá dar por finalizada su participación de este Marco, a los seis meses de haberlo notificado por escrito al resto.

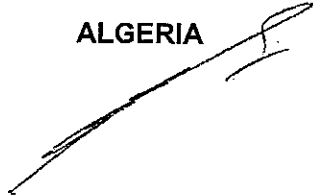
La FAO y la OIE deberán firmar este marco de cooperación.

Done at Montpellier, the twelfth of November two thousand and twelve, in three copies, in French, in English and in Spanish, the text in each of these languages being equally authentic.

On behalf of the representatives of Signatories:

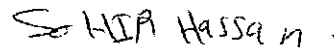
**Chief Veterinary Officer**

**ALGERIA**



**Chief Veterinary Officer**

**EGYPT**



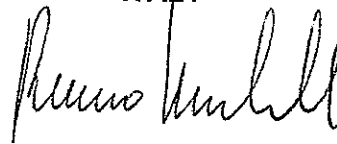
**Chief Veterinary Officer**

**FRANCE**



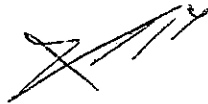
**Chief Veterinary Officer**

**ITALY**



**Chief Veterinary Officer**

**LIBYA**



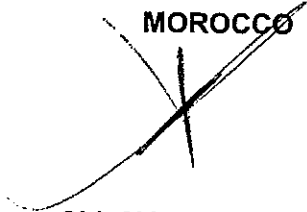
**Chief Veterinary Officer**

**MAURITANIA**



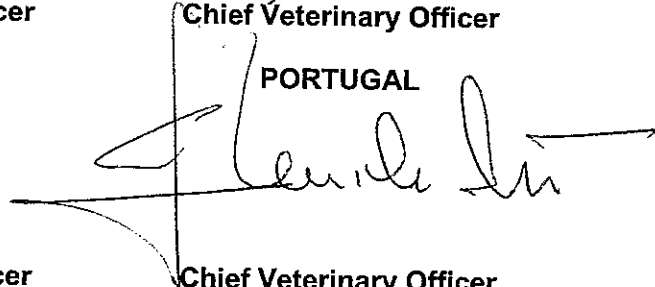
**Chief Veterinary Officer**

**MOROCCO**



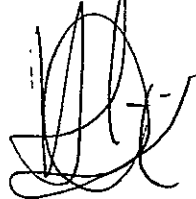
**Chief Veterinary Officer**

**PORTUGAL**



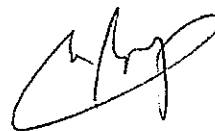
**Chief Veterinary Officer**

**SPAIN**



**Chief Veterinary Officer**

**TUNISIA**



On behalf of the OIE and the FAO:

**OIE**



**f/ CVO- FAO**

